

ont longtemps entretenu à son égard des illusions totalement dénuées de fondement. La IV^e Internationale en particulier a longtemps voulu y voir une tentative de développer une dictature du prolétariat à l'encontre de l'U.R.S.S. Or qu'en est-il advenu ? Ce qu'il est en train d'advenir à Cuba, etc. ; encore un de nos « espoirs » qui s'est envolé sans que nous en ayons tiré les conclusions qui s'imposaient selon les camarades de *Lutte Ouvrière* : un retour aux thèses de 1946. Le rapprochement avec Cuba, notons-le, n'est pas le moins du monde fortuit : la Yougoslavie, la Chine et Cuba ont suivi des processus révolutionnaires analogues dans leur fond, dans la mesure où ce sont les mêmes forces motrices qui ont pris le pouvoir, sur les mêmes fondements économiques et sociaux : sous-développement, paysannerie prédominante, petite-bourgeoise intellectuelle radicale. La Yougoslavie sert ainsi de pont entre les pays de l'Est et les révolutions coloniales, et constitue un exemple privilégié car il révèle l'identité foncière selon *Lutte Ouvrière* de tous les « Etats ouvriers » et montre de façon extrêmement claire ce que devra être leur évolution.

L'avenir de la Yougoslavie était donc clair dès le départ, selon les camarades de *Lutte Ouvrière* : c'est un P.C. stalinien, représentant non la classe ouvrière qui « en tant que classe, n'a en nul moment, en nul endroit, pris part à la lutte », mais la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine, qui s'est renforcé sur des problèmes de résistance nationale et prétendait instaurer non la dictature du prolétariat, mais un régime républicain et démocratique, qui a mené la lutte et pris le pouvoir. Son programme nationaliste lui ayant permis « d'unifier le potentiel anti-féodal et anti-étatique de la petite bourgeoisie et de la paysannerie », il se comporta comme le seul parti bourgeois radical en Yougoslavie. Dès lors, la rupture de 1948 avec le Kremlin s'inscrivait « dans la logique des choses ». Un Etat né « hors de la classe ouvrière » pourrait-il être autre chose que bourgeois, et dès lors s'insurger contre l'emprise d'un régime de nature sociale différente et antagonique ? Pour réfuter ces thèses, le plus aisé est encore de détailler quelques points de l'origine et de l'évolution de la révolution yougoslave.

La révolution yougoslave elle-même

La Yougoslavie présente cet aspect particulier, qui oblige les camarades à faire un détour du côté des révolutions coloniales, que le processus révolutionnaire n'y a pas été le même que dans les autres « démocraties populaires ». Certes, en l'identifiant aux processus chinois ou cubain, on se tire d'affaire et l'on montre que finalement, que ce soit par l'intermédiaire de l'Armée Rouge ou de la paysannerie armée, que les partis communistes stalino-petits-bourgeois aient pris le pouvoir, le résultat est le même : un Etat bourgeois. Cette explication, qui repose en partie sur une interprétation erronée ou une méconnaissance des faits, ne nous paraît guère satisfaisante. Mais revenons à l'histoire.

Le P.C.Y., dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, était l'un des P.C. les plus importants de toute l'Europe centrale. En 1941, sa force et sa cohésion en faisaient la seule organisation politique ayant des attaches dans toutes les parties du territoire

démembré. Son nationalisme pendant la résistance, que nous ne contestons pas, ne suffit pas à en faire un parti bourgeois radicalisé : il ne faisait en cela que suivre les directives de Moscou, comme l'ensemble des P.C. des nations en guerre contre l'Allemagne nazie et ses alliés. L'argument du nationalisme de la résistance nous semble d'autant moins valide que dès 1943 le Conseil antifasciste que contrôlait le P.C.Y. dotait la Yougoslavie de structures nouvelles révolutionnaires et constituait une brigade prolétarienne qui déplut fortement à Moscou, qui ressentit cela comme « un coup de poignard dans le dos ». En effet, bien avant la fin de la guerre, Tito commença à rejeter une politique qui sacrifiait les intérêts et l'avenir du pays à ceux de la « Patrie du socialisme ».

Cela ne fait pas problème, répondent les camarades de *Lutte Ouvrière* : c'est précisément parce qu'il avait au début « fidèlement appliqué les consignes politiques de Moscou » que le P.C.Y. avait gagné une influence suffisamment grande et une base sociale assez solide pour prendre ses distances par rapport à l'U.R.S.S. C'est parce qu'il avait, suivant la consigne, abandonné tout programme socialiste pour regrouper les larges masses petites-bourgeoises, qu'il avait trouvé une base qui faisait sur lui suffisamment de pressions pour l'amener à rompre avec la bureaucratie soviétique. Dès lors, peu importait que Tito bouscule quelque peu les directives, à la fin de la guerre et après : ce n'était pas pour aller vers un autre socialisme que le modèle russe, c'était pour garder son indépendance d'Etat bourgeois. On peut cependant se demander pourquoi un parti « bourgeois » aurait dénoncé avec autant d'acharnement pendant la résistance les alliances que l'on voulait le contraindre à opérer avec la bourgeoisie nationale et la noblesse vendues à l'impérialisme. On peut se demander pourquoi, alors qu'il lui était si facile de rester dans la zone d'influence impérialiste après Yalta, il accomplit une révolution socialiste, à l'encontre même des ordres du Kremlin. Car Tito et son armée, après n'avoir pas laissé l'Armée Rouge faire la révolution à leur place, en s'efforçant de la prendre de vitesse, ne se soumirent que de mauvais gré à la formation d'un gouvernement de coalition, et s'efforcèrent de tenir les postes les plus importants tout en comptant sur l'appui populaire (qui faisait défaut dans la plupart des autres démocraties populaires) pour chasser les bourgeois du gouvernement. Ce qui fut fait dès 1945.

Ces faits montrent que, à l'encontre des analyses de *Lutte Ouvrière*, le mouvement des masses contre le nazisme, puis contre l'impérialisme européen et américain, déborda les cadres de la lutte pour l'émancipation nationale pour transcroître en révolution socialiste, expropriant les exploiters et détruisant l'ancien appareil d'Etat et administratif au mépris du « partage du monde ».

La rupture de 1948

Elle constitue, avec la révolution chinoise de 1949, le premier grand coup porté à l'hégémonie stalinienne. Si Tito dénonça l'ingérence de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures de la Yougoslavie et sa manière de construire le socialisme, ce n'est pas en tant que chef d'Etat bourgeois ; il ne partait pas en guerre contre